



Actualités de l'Ifip

Conjoncture porcine :

Danger sur l'approvisionnement national pour la consommation et la transformation en charcuteries



La conjoncture, de mauvais résultats d'élevages

En 2014, le marché du porc européen a été lourdement pénalisé par l'interdiction d'exporter vers la Russie, cassant la hausse des cours qui pouvait être anticipée en raison d'une baisse attendue de production. A l'inverse, pour les deux premiers mois de 2015, le prix du porc en France est inférieur de 13% à celui de 2014. Il est vrai que le prix d'aliment a progressivement baissé au deuxième semestre 2014 jusqu'en fin d'année. C'est la conséquence de la baisse des prix à la récolte 2014

(fortes récoltes céréalières mondiales). La dégradation des blés en qualité « fourragère » en France et dans l'UE a accentué la pression sur les prix en début de campagne. La baisse du prix de l'aliment IFIP, de 14% en moyenne 2014 par rapport à l'année précédente, se poursuit au début de 2015. Les résultats économiques de l'année 2014 ont été particulièrement faibles pour les éleveurs de porcs français. Malgré la baisse de l'aliment, en moyenne d'octobre 2014 à février 2015, la marge sur coût alimentaire des élevages naisseurs-engraisseurs est de 705 €/trouie contre un besoin moyen de 1 100 €/trouie (1 005 € en 2014). Entre octobre 2014 et février 2015, cela a généré des pertes nettes de 19 centimes par kilo de carcasse, soit, pour un élevage naisseur-engraisseur de 200 truies, un déficit cumulé de 22 000 €. Déjà, au troisième trimestre 2014, selon le CER 22, le taux d'endettement approchait 76%, supérieur aux valeurs moyennes observées depuis 2009 (72,5%)...

Retrouver le communiqué de presse remis lors de la conférence de presse en fin de ce document.

La formation des futurs salariés d'élevage : un enjeu pour le développement de la production porcine



Parcours qualifiant en élevage porcin et formation à la station porcine de l'IFIP à Romillé

La mobilisation des différents acteurs de l'emploi du département d'Ille et Vilaine (Pôle Emploi, FAFSEA, AEF 35) et l'engagement d'organisations professionnelles (IFIP-Institut du porc, Chambres d'agriculture avec le centre de formation de Quintenic, groupements de producteurs) autour d'un noyau d'éleveurs confrontés à des difficultés de recrutement de salariés d'élevage a permis le lancement d'une formation en janvier 2015.

La mise en œuvre de ce dispositif original de recrutement et de formation, qui voit le jour grâce à l'implication de ces éleveurs de porcs en mal de main d'œuvre qualifiée, a débuté

par la découverte de ce métier par un public d'une trentaine d'adultes très majoritairement non issus du milieu agricole, en recherche d'emploi et/ou de reconversion professionnelle. Ils ont participé à l'une des 3 visites d'élevage organisées fin octobre 2014, complétées par des échanges avec éleveurs, salariés et techniciens de la production porcine.

Dans un second temps, pour confirmer leur intérêt naissant une partie d'entre eux a passé une période d'immersion durant 2 semaines en élevage. Au final, ce sont 12 d'entre eux qui vont participer à une formation de 3 mois alternant enseignement de bases théoriques et mise en situations pratiques dans la station de l'IFIP à Romillé et en élevages.

Les besoins de recrutement annuels en élevage vont croissant alors que paradoxalement le nombre de personnes en recherche d'emploi ne cesse d'augmenter et que les éleveurs sont en peine de trouver des porchers formés et qualifiés.

Former, c'est assurer le renouvellement des générations d'éleveurs et ainsi conforter la compétitivité de la filière porcine française.

Contact : stephane.gouault@ifip.asso.fr

AGENDA 2014

Journée Portes Ouvertes :

26 juin 2015 de 14h30 à 17h

France Génétique Porc et l'INRA ont le plaisir de vous inviter aux Portes Ouvertes de la nouvelle Station de Phénotypage porcin du Rheu (35)
<http://bit.ly/1aOuApo>

Prenez date : Prochaine JRP :

2 et 3 février 2016

48èmes Journées de la Recherche Porcine, à Paris.

www.journees-recherche-porcine.com

Accréditation CFCV* de l'IFIP



L'IFIP vous informe que l'Institut du porc est accrédité par le CFCV en tant qu'organisme de formation professionnelle qualifié pour la délivrance des ***Crédits de Formation Continue Vétérinaire** dans le domaine porcin (sanitaire, reproduction, conduite de l'élevage, alimentation, bâtiment...), que vous pouvez repérer sur nos fiches formation par le logo où le crédit formation est indiqué (voir ci-contre le lien pour télécharger notre catalogue élevage).

Nos formations professionnelles respectent des standards de qualité élevés. Nos intervenants sont diplômés des Ecoles Nationales Vétérinaires ou d'agronomie françaises et sont tous des experts, spécialistes reconnus dans le domaine du porc. Ils veillent à transmettre aux participants les techniques les plus récentes et des connaissances pratiques.

Parmi nos intervenants : Dr Isabelle Corrége, DVM ; Dr Anne Hémonic, DVM ; Sylviane Boulot, PhD ; Nathalie Quiniou, PhD, HDR ...

Contact : francoise.dufour@ifip.asso.fr

Un outil innovant pour la détection précoce des pathologies à partir des consommations individuelles d'eau des porcs



Des travaux antérieurs ont montré **qu'un porc malade modifiait son comportement d'abreuvement plusieurs heures avant l'apparition des premiers signes cliniques visibles** ; cela peut donc constituer un **indicateur précoce de l'apparition d'une pathologie**, avec l'objectif de réduire la consommation d'antibiotiques.

C'est pourquoi, en 2015, l'Ifip s'est doté d'automates permettant d'enregistrer la consommation en eau par les animaux et de caractériser leur comportement d'abreuvement (nombre, fréquence et durée des visites). Ces automates sont constitués d'un abreuvoir entouré de bat-flancs (à écartement modulable). Une antenne sur le support et des **puces auriculaires** sur les porcs (RFID, Identification par radiofréquence) enregistrent individuellement le temps passé à l'abreuvoir et le nombre de passages ; un

compteur mesure la quantité consommée (avec une précision de 1 dl).

Les informations collectées par ces automates devraient ainsi permettre la **mise en place d'un système d'alerte** (détection précoce des pathologies) mais aussi, au-delà, permettent d'imaginer un **traitement précoce et individuel des porcs**. Enfin, dans la station de Romillé, cet équipement est associé à un DAC, ce qui permet mobiliser à la fois l'analyse des comportements alimentaire et d'abreuvement pour consolider la fiabilité de la détection.

Avant la fin de l'année 2015, des distributeurs d'eau de précision équiperont aussi 6 cases de **post-sevrage** (soit 96 porcelets) et une salle pour **truies gestantes**, pour étendre à ces animaux les possibilités de détection précoce des pathologies

Contacts : yvonnick.rousseliere@ifip.fr

Des turbulences dans la déclaration des émissions polluantes 2014



Les élevages de porcs de plus de 2 000 porcs charcutiers ou 750 truies doivent annuellement déclarer leurs émissions d'ammoniac, avant chaque 31 mars, pour satisfaire aux exigences de l'arrêté du 26 décembre 2012. Cette déclaration ne portait que sur les émissions d'ammoniac et, depuis 2006, les éleveurs concernés utilisaient une grille de calcul multipliant des effectifs d'animaux (exprimés en places) par un facteur d'émission d'ammoniac extrait du Corpen, lui-même corrigé de divers coefficients d'abattement selon les caractéristiques techniques de l'élevage (alimentation biphase, lavage, couverture de fosse...).

En 2012, le ministère de l'écologie a souhaité faire évoluer ces modalités de calcul et a confié cette mission au Citepa, organisme en charge des inventaires nationaux (www.citepa.org). **Début 2015, le site de déclaration « Gerep » proposait donc un nouvel outil de calcul en ligne** étendu, au-delà des émissions d'ammoniac, à celles de **particules (PM₁₀)**, de **méthane** et de **protoxyde d'azote**. Ce nouveau périmètre répond aux exigences du règlement européen E-PRTR n°166/2006 qui règle la collecte des données d'émissions de différents polluants pour les établissements des secteurs de la production énergétique, de l'industrie minérale, de l'industrie chimique, de la gestion des déchets et des eaux usées, et de la fabrication et de la transformation du papier et du bois et de certains élevages.

Cette nouvelle version de l'outil a cependant présenté un certain nombre de « bugs » **aboutissant à des valeurs de déclaration très différentes de celles de l'outil précédent** ! Alerté par les représentants professionnels, le ministère de l'écologie a finalement accepté, pour cette année seulement, de **retarder au 15 mai 2015 l'échéance de déclaration en autorisant les exploitants à réutiliser l'outil de 2006**. Il est toutefois annoncé que le nouvel outil de calcul devrait être définitivement opérationnel pour la déclaration 2015.

Contact : nadine.guingand@ifip.asso.fr

Quels niveaux d'acides aminés et de protéines dans les aliments pour mâles entiers ?



*Afin de diminuer les rejets azotés par les porcs, les aliments croissance-finition sont formulés avec des teneurs abaissées en matières azotées totales. Ces régimes permettent de diminuer les rejets azotés, notamment via une diminution de l'excès d'apport en acides aminés non essentiels. En ce qui concerne les acides aminés essentiels, leur teneur par unité d'énergie ingérée devrait être revue à la hausse afin de **valoriser au mieux le gain de performance potentiel chez les mâles après l'arrêt de la castration**.*

A partir de formules standards croissance-finition formulées pour mâles castrés, une étude a été réalisée afin d'évaluer **l'intérêt d'augmenter la teneur en acides aminés ou diminuer la teneur en matières azotées totales chez le mâle entier**. Pour chaque lot, 35 porcs (7 cases) ont été étudiés entre 24 et 111 kg. Ils étaient alimentés à volonté à sec, avec des

aliments présentés sous forme de granulés. L'augmentation de la teneur en acides aminés (+0,1 g de lysine/MJ d'Energie Nette), réalisée avec des teneurs en matières azotées standards, augmente le coût des formules acides aminés + en moyenne de 3,8 €/t. Mais cela est largement compensé par l'épargne d'aliment (-10 kg) résultant de la diminution de l'Indice de Consommation et par l'augmentation du prix payé par carcasse (+1,9 €/porc). **La marge sur coût alimentaire est en définitive plus élevée (+3,8 €/porc mâle)** quand la stratégie biphasé est raisonnée sur les besoins des mâles entiers et non des mâles castrés, **pour des rejets azotés réduits de 9%**.

La teneur en matières azotées totales de l'aliment peut être abaissée sans conséquences négatives sur les performances de croissance, ni sur les caractéristiques de carcasse quand les aliments sont formulés pour une même teneur en énergie nette et en acides aminés digestibles. **Les rejets azotés sont alors réduits de 21%**. La teneur en scatol n'augmente pas, probablement en raison des précautions de formulation qui assurent **un apport sécurisé en fibres fermentescibles**.

Cette étude apporte des éléments technico-économiques permettant de **relativiser le surcoût de l'aliment pour mâle entier** selon que ce dernier est distribué seulement aux mâles ou également aux femelles. Pour les éleveurs qui utilisent déjà des aliments à teneur abaissée en matières azotées totales, elle démontre également **l'intérêt de ces formules chez le mâle entier**.

Etude financée par le Casdar.

Contact : nathalie.quiniou@ifip.asso.fr

Impact de l'ergot des céréales sur les performances de croissance des porcs



Depuis le début des années 2000, vraisemblablement en relation avec la moindre disponibilité des herbicides autorisés pour faciliter le désherbage des parcelles, une présence accrue de sclérotés de l'ergot dans les lots de céréales a été constatée. Le seigle est la principale céréale concernée par l'ergot, en raison des caractéristiques de la période de floraison de cette graminée plus propices à la contamination. Cependant, les autres céréales et en premier lieu le triticale, sont également affectées.

Arvalis a démontré dans un essai présenté lors des dernières Journées de la Recherche Porcine, que l'effet la présence de l'ergot de céréales dans les aliments au taux de **2,5 g/kg diminue la vitesse de croissance des porcs de 16 %**. Des lésions observées dans le foie et le jéjunum semblent expliquer cette baisse de performances.

Sur le plan réglementaire, la teneur maximale en ergot de céréales est de 0,5 g/kg pour les produits à destination de l'alimentation humaine, et de **1 g/kg pour ceux à destination des animaux**. Une évolution de la réglementation au niveau européen est en cours, avec la possibilité à terme de l'exprimer **en mg d'alcaloïdes par kg de produit**.

De nombreux travaux ont été présentés par Arvalis afin de **limiter la présence de ce champignon dans les lots de céréales**. Parmi ceux-ci, on citera les travaux du sol qui permettent d'**enfouir les sclérotés de l'ergot, le triage et le traitement des semences**, la lutte contre les graminées adventices qui représentent un réservoir de contamination et les méthodes de triage des lots contaminés.

La difficulté de caractérisation du risque a également été abordée compte tenu de l'**hétérogénéité de contamination** au sein d'un lot, ainsi que le **dosage** des différents alcaloïdes et leurs rôles respectifs sur la **santé des animaux**.

Arvalis a organisé le 1^{er} avril, le 5^{ème} colloque sur **la qualité des céréales**. Cette session a été consacrée à l'ergot des céréales, champignon qui contamine les grains de céréales et est à l'origine de la production d'alcaloïdes aux effets néfastes (vasculaires essentiellement) pour l'homme et l'animal.

Intérêt de la présentation de l'aliment sous forme de miettes pour les porcs mâles non castrés



La réponse du mâle entier aux conditions d'élevage, en termes de risque d'odeurs de verrat et de performances, est étudiée à l'IFIP depuis 2009. Les procédés technologiques mis en œuvre lors de la granulation améliorent la digestibilité des composants de la ration et peuvent **contribuer à un risque d'odeurs moindre, notamment dû au scatol**, en plus de l'amélioration de l'IC, déjà observé chez les femelles et les mâles castrés.

85 mâles entiers croisés LW×LD x LW× PP sont étudiés (5 porcs/case) à la station expérimentale de Romillé (35). A l'entrée en engraissement, la ration allouée par porc est égale à 4,5% du poids vif moyen des porcs de la case, puis elle augmente de 25 g/j jusqu'à un plafond de 2,60 kg/j. Les aliments croissance et finition sont formulés pour atteindre, respectivement, des

teneurs de 9,64 et 9,70 MJ d'énergie nette/kg et de 9,2 et 8,2 g de lysine digestible/kg. Les porcs sont étudiés entre 22 et 109 kg.

En condition d'alimentation rationnée, l'étude montre que **la présentation de l'aliment sous forme de miettes améliore l'IC des mâles entiers de 2,7%**. Pour un surcoût de fabrication de 6 €/t, la miette est économiquement **intéressante tant que le prix de l'aliment est supérieur à 222 €/t**. Ce prix d'intérêt passe à 286 €/t si les aliments sont distribués **indistinctement aux mâles entiers et aux femelles**, compte tenu du moindre effet de la granulation sur les performances de ces dernières. A l'inverse, il pourrait être revu à la baisse en intégrant l'effet (bien que limité) **sur le TMP** et en considérant que la granulation peut contribuer à **une moindre production et un moindre stockage de scatol chez le mâle entier**.

Etude réalisée en collaboration avec Cooperl et le soutien du Casdar.

Contact : nathalie.quiniou@ifip.asso.fr

Flash sur la concurrence : hausse de la production et baisse des prix dans l'UE



Depuis 2014, la perte des débouchés sur la Russie s'est accompagnée d'une bonne « exploitation » de nouveaux débouchés. La chute des ventes en janvier 2015, en un an, n'est pas si prononcée que cela. Il est noté des ventes (bacon, ribs) à destination des Etats-Unis : ce marché est intéressant mais très volatil.

Les avis des experts européens* sont contrastés sur l'impact de l'opération de **stockage privé**. Pour le représentant allemand, il est arrivé trop tard alors que pour le représentant polonais, il est utile tant pour l'éleveur que le transformateur.

Globalement, l'offre est en hausse pour l'ensemble de l'UE, mais une progression plus modérée que celle transmise par les données Eurostat. La situation est contrastée entre les

pays, avec de **nettes croissances en Espagne (5%) et au Danemark (3%), mais une baisse en Allemagne comme en France (1%)**.

La consommation serait sur le recul, pénalisée par la faible demande en UE 15 surtout (Allemagne, Espagne).

A l'inverse, les exportations devraient demeurer importantes, sur un marché mondial toutefois très concurrentiel, notamment avec les Etats Unis (hausse de la production de 5%). **La Chine où les besoins seraient importants, jouera un rôle clé en 2015**, la présence de la Russie demeurant une grande inconnue. **Les échanges intra-européens resteront importants, notamment d'Ouest en Est de l'UE**. Par conséquent, les différents cours du porc devraient à nouveau se contracter en Europe dans les mois à venir, en net retrait par rapport au niveau de 2014, durant le premier semestre tout particulièrement. **La stabilisation de l'offre européenne au second semestre permettrait cependant de limiter le recul des prix à cette période.**

*Prévisions issues de la dernière réunion du groupe de travail européen pour le marché du porc du 24 mars 2015 (Bruxelles). L'ifip est le représentant de la France à ce groupe d'experts délégués par les organisations professionnelles, qui se réunit 2 fois par an sous la présidence de la Commission. Une quinzaine d'experts participent à cette réunion, représentant les principaux pays et l'équivalent de plus de 90% de la production porcine de l'Union européenne. Chaque délégation présente les perspectives du marché du porc dans son pays et ses prévisions de prix pour l'année à venir. La réunion suit la publication par Eurostat des derniers chiffres de cheptel (enquêtes de novembre à décembre) et des prévisions de production des différents pays. Pour la France, le Service de la Statistique et de la Prospective du Ministère de l'Agriculture (SSP) réalise les enquêtes de cheptel ainsi que les prévisions de production.

Contact : estelle.antoine@ifip.asso.fr



Conférence de presse



Mercredi 11 mars 2015

Conjoncture porcine : Danger sur l'approvisionnement national pour la consommation et la transformation en charcuteries

La conjoncture, de mauvais résultats d'élevages

En 2014, le marché du porc européen a été lourdement pénalisé par l'interdiction d'exporter vers la Russie, cassant la hausse des cours qui pouvait être anticipée en raison d'une baisse attendue de production. A l'inverse, pour les deux premiers mois de 2015, **le prix du porc en France est inférieur de 13% à celui de 2014.**

Il est vrai que le prix d'aliment a progressivement baissé au deuxième semestre 2014 jusqu'en fin d'année. C'est la conséquence de la baisse des prix à la récolte 2014 (fortes récoltes céréalières mondiales). La dégradation des blés en qualité « fourragère » en France et dans l'UE a accentué la pression sur les prix en début de campagne. **La baisse du prix de l'aliment IFIP, de 14% en moyenne 2014 par rapport à l'année précédente, se poursuit au début de 2015.**

Les résultats économiques de l'année 2014 ont été particulièrement faibles pour les éleveurs de porcs français. Malgré la baisse de l'aliment, en moyenne d'octobre 2014 à février 2015, **la marge sur coût alimentaire des élevages naisseurs-engraisseurs est de 705 €/troupe contre un besoin moyen de 1 100 €/troupe** (1 005 € en 2014).

Entre octobre 2014 et février 2015, cela a généré des **pertes nettes de 19 centimes par kilo de carcasse**, soit, pour un élevage naisseur-engraisseur de 200 truies, **un déficit cumulé de 22 000 €**. Déjà, au troisième trimestre 2014, selon le CER 22, le taux d'endettement approchait 76%, supérieur aux valeurs moyennes observées depuis 2009 (72,5%).

Légère reprise de la production dans l'UE, mais pas en France

En France, le cheptel porcin total a poursuivi son érosion en 2014, selon les résultats de l'enquête de novembre, tout comme le cheptel reproducteur (-1% en un an). On a observé une hausse totale de 1% en Allemagne, avec une stabilisation du nombre de truies, et une forte augmentation en Espagne (+4 à +5%).

Alors que le cheptel de l'UE augmente de 1%, la France est un des rares Etats membres importants de l'UE 15 à poursuivre la baisse de son cheptel. C'est l'érosion du cheptel truies en Europe de l'est et du centre qui limite le potentiel de croissance de l'UE à 28. Les premières prévisions de production porcine de l'UE à 28 pour 2015 font état d'une hausse de près de 2%, mais elle baisserait de 1% en France.

Des perspectives toujours moroses pour les élevages

Avec la reprise en Europe, **la forte hausse prévue aux États-Unis** et une petite amélioration attendue au Brésil, **l'offre mondiale de porc sera en nette progression en 2015**. La demande asiatique, si elle est toujours vigoureuse, absorbera une partie de cette hausse. Mais l'absence de la Russie reste une difficulté du commerce mondial. Les prix du porc devraient chuter partout dans les grands bassins de production. En Europe, la demande en Europe centrale stimulera les échanges intra. Mais, à destination des pays tiers, la concurrence sera rude avec les États-Unis, malgré un taux de change en faveur des exportations européennes.

Le prix du porc devrait rester sous pression jusqu'au début de l'année prochaine pour augmenter durant l'été 2016.

Depuis la fin de 2014, le marché céréalier européen est à la hausse en raison d'une bonne tenue des exportations françaises, stimulées par une demande internationale active, mais dans les conditions de marché connues actuellement, la hausse devrait rester limitée. Avec une récolte historique de soja aux États-Unis, les cours des tourteaux, d'abord restés fermes, reculeront avec de bonnes conditions climatiques dans l'hémisphère sud.

L'aliment IFIP devrait rester autour de 240 €/t durant les campagnes 2014/2015 et 2015/2016 (contre 266 €/t en 2013/2014).

Selon ces différentes hypothèses, la marge continuera à ne pas couvrir les charges de l'élevage.

La filière régresse et s'appauvrit

Depuis 7 ans, la production porcine française accumule une baisse de 6%. Tous les maillons perdent du tonnage, depuis l'alimentation animale, jusqu'à la charcuterie-salaison, ces dernières années.

En 2014, la production française d'aliments composés pour les porcs a baissé de 3,3% par rapport à 2013 (5 millions de tonnes). Elle est aujourd'hui inférieure de près de 15% à son niveau d'il y a cinq ans. Les fabrications « toutes espèces » se sont aussi repliées. Cette évolution a contribué à fragiliser le secteur, à dégrader le taux d'utilisation des usines et à renforcer l'impact des frais fixes. Les restructurations conduites ont permis à la rentabilité économique du secteur de résister, mais à un niveau assez faible. Pendant ce temps, la part de la fabrication à la ferme a augmenté de 30% du marché en 2000 à 36% en 2013.

Depuis sept ans, les abattages de porcs accumulent une baisse de 6% en tonnage. La légère augmentation du poids de carcasse ne suffit pas à compenser la baisse des effectifs abattus. Si la baisse des abattages est contenue à 4% dans l'Ouest, elle atteint 10% dans le reste du pays. La rentabilité est faible ou nulle.

La production industrielle de charcuterie-salaison a connu deux années consécutives de baisse depuis 2012 pour atteindre 3 à 4%. Globalement la croissance en tonnage était arrêtée depuis 2006, avec des fluctuations. Après les élevages confrontés à la hausse de l'aliment à partir de 2007, le secteur a particulièrement souffert de la hausse des prix de sa matière première très difficile à répercuter dans les prix de vente auprès de la distribution. La rentabilité s'est rapidement dégradée en peu de temps.

Les importations de produits élaborés se développent, viandes destinées à la transformation d'un côté, produits transformés de l'autre.

Importations de porc de la France (2013, en milliers de tonnes)

	Espagne	Allemagne	Total
Carcasses	1	1	2
Pièces	260	45	359
Produits transformés	29	51	142
Abats	20	11	54
Lards et graisses	10	10	60
Total	320	118	618

Exportations de porc de la France (2013, en milliers de tonnes)

	Italie	Espagne	UE	Pays tiers	Total
Carcasses	52	1	85	0	85
Pièces FRC	69	29	281	101	381
Produits transformés	3	3	53	24	77
Abats	1	13	32	78	110
Lards et graisses	5	41	61	35	95
Total	129	88	511	238	749

Cela signifie un manque à gagner pour l'économie française et un appauvrissement de la filière. Le commerce avec l'UE est déficitaire en tonnage. En valeur, pour l'ensemble des produits du porc, **un déficit commercial de 341 millions d'euros a été atteint en 2014** (215 en 2013), en raison de la valeur plus élevée des importations que des exportations, et de **700 millions avec les seuls pays de l'UE** (630 en 2013).

Rentabilité des secteurs de la filière porcine

Résultat courant sur production (%)

	2009	2010	2011	2012
Alimentation animale	+1%	+1%	+2%	+2%
Elevage de porcs	-5%	0%	0%	+2%
Abattage-découpe-élaboration (viandes de boucherie)	+1%	+1%	+1%	0%
Industrie de transformation des viandes	+3%	+3%	+2%	+1%

Sources : Exploitations agricoles, IFIP d'après RICA OTEX 51
Secteurs industriels : Enquêtes ESANE, INSEE/AGRESTE

La rentabilité de toutes les activités productives de la filière s'établit à des niveaux extrêmement bas. Ces faits aggravent une situation difficile résultant de longues années durant lesquelles **les modernisations et restructurations des élevages et des entreprises** n'ont pas été à la hauteur des besoins, diagnostiqués à de multiples reprises.

En l'absence de mesures correctives sur leur structuration et sur la valorisation des différents produits, tous les secteurs de la filière éprouveront de plus en plus de difficultés à satisfaire les consommateurs français en produits d'origine française.

Contact :
@ michel.rieu@ifip.asso.fr
☎ 06.80.25.32.38